

CONSTRUIRE L'AVENIR ENSEMBLE: DES COMMUNAUTÉS PROGRESSISTES POUR LA COHÉSION, LA DÉMOCRATIE ET LA QUALITÉ DE VIE

Priorités politiques du groupe PSE au Comité européen des régions
pour le mandat 2025-2030

Nos priorités progressistes «en partant de la base»

En tant que représentants progressistes élus aux niveaux local et régional au sein du groupe du parti socialiste européen (groupe PSE) au Comité européen des régions (CdR), nous croyons en une Union européenne plus forte et plus juste, fondée sur la compréhension et la réponse aux craintes, aux attentes et aux besoins de nos citoyens, et leur donnant sens et espoir. Nous voulons une Europe qui protège notre planète, nos valeurs, notre cohésion et nos citoyens. Nous voulons renforcer la confiance de nos citoyens dans notre capacité à améliorer leur qualité de vie grâce à nos actions de solidarité.

Notre mandat commence à un moment très important pour l'Europe, qui, sous divers aspects, est un moment existentiel pour l'Union. D'une part, la situation politique intérieure de l'Europe est marquée par la présence de forces d'extrême droite soit directement impliquées dans les gouvernements de différents États membres, soit menaçant la structure démocratique de nos pays en poussant les forces conservatrices vers un extrémisme populiste qui nuit au bien-être de l'Union et de ses citoyens. D'autre part, nous constatons une situation internationale marquée par des conflits virulents aux confins de notre continent, sur les rives de la Méditerranée à Gaza et en Ukraine, ainsi que par le bouleversement total de l'équilibre géopolitique à la suite des coups portés par la nouvelle administration Trump au commerce international, à la coopération au développement, au climat et à la fiscalité.

Nous vivons dans un monde où les citoyens et les dirigeants politiques sont confrontés à des défis complexes et évoluant rapidement, ainsi qu'à de nouvelles menaces qui suscitent de l'anxiété chez les citoyens, allant du changement climatique à la transformation des économies, de l'instabilité géopolitique aux inégalités persistantes ou croissantes et à l'injustice dans nos sociétés. Cette situation exerce une pression énorme sur notre système démocratique et remet en question nos valeurs. Nous comprenons le malaise que cela engendre et nous devons réagir.

En tant que dirigeants locaux et régionaux progressistes, nous devons rétablir l'ordre dans le chaos et montrer la voie progressiste à suivre à nos citoyens. La démocratie sociale est plus que jamais nécessaire pour renforcer la cohésion, la solidarité et la participation démocratique. Nous devons rendre notre Europe plus inclusive et plus résiliente, et assurer l'égalité de genre et l'accès à des opportunités équitables pour tous dans un monde en mutation, en améliorant la qualité de vie pour tous.

L'Union européenne doit s'appuyer sur le succès exceptionnel du projet d'intégration et répondre aux attentes de ses citoyens pour eux-mêmes et pour les générations futures. Dans un monde de plus en plus imprévisible où nous sommes menacés de l'extérieur et de l'intérieur, l'Union doit devenir plus forte en matière de sécurité sous tous ses aspects. Cela nécessite une coopération et une confiance entre les dirigeants à tous les niveaux, ainsi que du courage politique pour montrer de nouvelles manières de se concentrer sur l'essentiel afin de créer la cohésion et la solidarité et construire un avenir durable et démocratique pour nos citoyens.

Au cours de cette législature, où la Commission est moins influencée par le leadership social-démocrate et où le PPE s'aligne dangereusement sur l'extrême droite dans de nombreux pays de l'Union, ainsi qu'au niveau européen, la contribution des dirigeants progressistes locaux est plus décisive que jamais. Les dirigeants locaux et régionaux ont à la fois la possibilité et le devoir de jouer un rôle plus important dans l'élaboration de l'Union. Notre groupe au sein du Comité européen des régions (CdR) doit travailler encore plus étroitement avec la famille progressiste élargie afin de faire évoluer notre programme de manière stratégique et coordonnée. Avec un nouveau leadership au Conseil européen, le PSE au sein du CdR a l'occasion d'établir des synergies plus fortes et de nouer des relations.

Les collectivités locales et régionales de l'Union, et en particulier les dirigeants locaux et régionaux progressistes au sein du CdR, doivent jouer un rôle central dans la prise en charge des difficultés qui nous attendent. Nous devons renforcer la démocratie européenne à plusieurs niveaux et, par conséquent, le rôle des collectivités locales et régionales et du Comité européen des régions.

L'année 2030 étant l'année cible du programme de développement durable des Nations unies et l'année 2050 étant celle de l'objectif de neutralité carbone de l'Union, il est urgent de proposer nos solutions pour des progrès sociaux, démocratiques, culturels et durables. Cela requiert des transitions justes et équitables.

Les priorités politiques actuelles du groupe PSE constituent notre référence pour le mandat 2025-2030 du CdR et sont le fruit de notre expérience et de nos débats communs. Ces priorités définissent notre action en tant que membres du PSE au sein du Comité européen des régions et jettent les bases d'une coopération renforcée avec la famille progressiste, notamment le Parti socialiste européen (PSE) et le Groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (Groupe S&D), ainsi qu'avec d'autres partenaires progressistes.

En tant que représentants socialistes, sociaux-démocrates et progressistes des niveaux local et régional, nous voulons une Union européenne garantissant:

- > Cohésion
- > Démocratie
- > Qualité de la vie

Nous interprétons la cohésion dans son sens le plus large de formation d'un ensemble uni, à tous les niveaux, rassemblant les peuples et les territoires. Une véritable cohésion, à la fois sociale et territoriale, comme l'exigent les traités de l'Union. Pour l'Union européenne, il s'agit de travailler en étroite collaboration avec les collectivités locales et régionales afin de proposer une vision commune ainsi que les moyens et processus politiques permettant de prendre des décisions en commun ainsi que d'établir des liens et des partenariats sociaux et territoriaux. Cela signifie que la convergence et la lutte contre les inégalités au sein des États membres et entre eux doivent être au cœur de toutes les actions entreprises par l'Union. Pour donner la priorité à la cohésion en tant qu'objectif de notre action politique, nous devons créer les conditions permettant aux citoyens de l'Union d'éprouver ce sentiment d'appartenance qui rend l'ensemble plus fort que la somme de ses composants et de construire un véritable esprit d'union et de solidarité. Cela nécessite une forte concentration sur les instruments de cohésion tels que les fonds structurels et le principe de partenariat; une politique d'investissement solide dans la cohésion avec des objectifs clairs et des moyens puissants, s'appuyant sur la coopération entre tous les niveaux et ancrée dans l'expérience des divers territoires et communautés. La cohésion est essentielle pour préserver le succès de l'Union en tant que projet de stabilité et de paix qui ne se limite pas à une simple coopération économique et qui donne espoir à ses citoyens.

Nous nous emploierons à améliorer la qualité de vie de nos citoyens au sens le plus large et légitimerons notre travail en améliorant le bien-être et le niveau de vie communs ainsi que les conditions de travail des citoyens européens. Cela implique de protéger les groupes défavorisés dans la société et d'offrir à chacun la possibilité de s'épanouir; cela nécessite des collectivités locales et régionales fortes et résilientes, dotées des pouvoirs et des moyens nécessaires pour proposer des services publics de qualité et soutenir les communautés locales et les entreprises de nos territoires dans le cadre des profondes transitions écologiques et numériques, lesquelles doivent être synonymes d'une meilleure qualité de vie et de nouvelles possibilités. Pour y parvenir, nous devons mettre fortement l'accent sur l'inclusion et la promotion de l'égalité de genre, car il ne peut y avoir de développement sans égalité. La solidarité nous permet d'être beaucoup plus forts pour faire face aux changements qui nous attendent et rendre ces derniers efficaces pour tous. Nous devons commencer par concrétiser la valeur ajoutée que l'Europe apporte à ses citoyens dans leur vie quotidienne, afin de créer un sentiment de confiance et de solidarité qui rend l'Europe forte.

Nous comprenons la démocratie dans son sens le plus large comme nos valeurs européennes relatives à l'état de droit, au respect des droits fondamentaux, à une gouvernance multiniveaux forte et à des processus démocratiques libres, équitables et ouverts à tous les niveaux. Cela signifie que l'Union doit être développée en tant que phare de la démocratie et de la participation, et montrer que les décisions démocratiques et la transparence sont le meilleur moyen de relever les défis auxquels nous sommes confrontés. Cela requiert une détermination à défendre la démocratie et ses institutions contre ceux de l'intérieur et de l'extérieur qui tentent de la saper, et cela commence aux niveaux local et

régional. Cela requiert un engagement fort à informer nos citoyens et à expliquer les choix auxquels nous sommes confrontés et qu'ils doivent opérer, en instaurant une culture de la démocratie, du respect mutuel et de la confiance par l'éducation et la participation. Nous devons défendre la démocratie et l'état de droit, en particulier face à la transition numérique, qui soulève de nouvelles difficultés en matière de participation démocratique et d'autodétermination.

L'Union européenne doit être plus forte en tant que communauté politique fondée sur des valeurs et des objectifs communs, ancrée dans le succès historique de la paix et prête à la défendre, tout en servant d'exemple à l'échelle mondiale en matière de coopération solidaire fondée sur des règles. Le succès de notre projet européen repose sur la force et la diversité des territoires européens, et nous croyons en une responsabilité partagée, une décentralisation et une action commune à tous les niveaux. En tant que groupe PSE, nous continuerons à rappeler que l'intégration progressiste et les décisions politiques se produisent au sein de nos quartiers, villages, municipalités, villes, régions et pays, et entre ceux-ci, ainsi que dans le monde entier.

Nous présenterons donc chacune de nos trois grandes priorités que sont la cohésion, la démocratie et la qualité de vie pour tous, partout dans le monde.

Que doit faire l'Union?

En tant que membres de la famille progressiste, et par le biais de notre action aux niveaux local et régional et au sein du CdR, nous continuerons d'orienter les décideurs européens et nationaux vers l'Union européenne que nous estimons appropriée. Cela signifie une Europe plus présente et plus forte dans de nombreux domaines, notamment grâce à un budget solide et à une plus grande mise en commun des ressources entre les États membres.

Que peuvent faire les collectivités locales et régionales?

Dans le cadre de notre travail quotidien aux niveaux local et régional, mais aussi en échangeant nos idées et en élaborant les programmes et les politiques de l'Union, nous avons la possibilité, en tant que représentants des collectivités locales et régionales, de mettre en évidence la contribution essentielle que les villages, les villes et les régions peuvent apporter à la réalisation des objectifs de l'intégration européenne. Nous devons nouer des liens avec les dirigeants locaux et régionaux dans l'ensemble de l'Union et les encourager à informer les citoyens sur la dimension européenne des choix politiques que nous devons tous poser.

Qu'allons-nous, membres du PSE, faire pour y parvenir?

En tant que deuxième plus grand groupe politique du Comité européen des régions, possédant des liens et des réseaux solides dans l'ensemble de l'Union, nous influencerons les futurs travaux du CdR et veillerons à ce que les villes et régions entendent nos messages clés. Le rôle du CdR doit être renforcé par rapport aux autres institutions de l'Union, sur la base de nos connaissances et de notre expérience de la situation sur le terrain, ainsi que de notre légitimité en tant que représentants élus.

Le groupe PSE et ses membres représentent la plus vaste famille de gouvernements locaux et régionaux progressistes dans l'Union et notre part de 1,2 million de représentants élus au

niveau local ou régional. En collaborant étroitement avec les dirigeants locaux et régionaux dans l'ensemble de l'Union, nous sommes la voix de toutes les collectivités locales et régionales progressistes et nous appuyons sur leurs forces et leurs réseaux. Ce faisant, nous établirons des liens plus forts entre les niveaux local et européen.

Cohésion

Que doit faire l'Union?

La promotion de la cohésion économique, sociale et territoriale et de la solidarité entre les États membres est un objectif central de l'Union et une condition préalable à la confiance de ses citoyens. À cette fin, l'Union a créé des instruments importants tels que la libre circulation des personnes, des capitaux et des marchandises sans frontières intérieures, le marché unique et la politique de cohésion de l'UE. Il s'agit là de réalisations importantes et nous devons poursuivre leur développement dans un monde en rapide évolution. Cela est particulièrement vrai dans le contexte des transitions majeures auxquelles nous sommes confrontés et qui créent d'énormes incertitudes. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour faire en sorte que tous les membres de nos sociétés, quel que soit leur lieu de résidence, puissent bénéficier des avantages de l'intégration européenne. Dans cette optique, il convient d'apporter un soutien particulier aux groupes les plus faibles et d'accorder une attention soutenue à la diversité des situations que connaissent les villes et les régions dans l'ensemble de l'Union, et ce, dans toutes les actions de l'Union. Nous devons œuvrer en faveur de la cohésion sociale, économique et territoriale de l'Union, ce qui implique aujourd'hui également la nécessité de réduire la fracture numérique et de veiller à ce que chacun puisse avoir accès aux avantages de la transition numérique, quel que soit son lieu de résidence. Cela signifie également que la cohésion et la convergence vers le haut resteront des objectifs essentiels de la transition écologique, tandis que nous défendrons le pacte vert pour l'Europe, mettrons en œuvre la stratégie industrielle propre pour l'Europe et élaborerons la transition juste. Les transitions numérique et écologique doivent être perçues comme des possibilités d'améliorer nos territoires par le biais de notre action politique.

Les années à venir seront cruciales pour l'élaboration d'un nouveau budget général de l'Union et la capacité financière globale de cette dernière. Nous devons nous assurer que l'Union ne fasse pas une erreur fondamentale: opposer différents objectifs les uns aux autres. Une plus grande ambition en matière de compétitivité, d'industrie et de transition numérique ne doit pas se faire au détriment du financement de notre agriculture et de sa transformation, ni de l'engagement de l'Europe en faveur de la cohésion. Comme Jacques Delors nous l'a appris, à un moment où nous nous efforçons de renforcer le marché intérieur et la compétitivité, comme nous devons le faire aujourd'hui, c'est précisément lorsque nous avons le plus besoin de cohésion. Toutes les entreprises, toutes les régions et tous les travailleurs ne sortiront pas gagnants de cette accélération vers une Europe plus numérique, connectée et écologique. Le budget de l'Union doit veiller à ce que tous, partout en Europe, aient accès à un avenir sûr et à une qualité de vie élevée.

L'Union devra se montrer beaucoup plus proactive au cours des cinq prochaines années en renforçant une politique de cohésion décentralisée et régionalisée accessible à toutes les

collectivités locales et régionales avec les moyens budgétaires nécessaires. L'Union doit proposer et mettre en œuvre un plan global pour un logement durable et abordable pour tous. Nous avons besoin d'un meilleur cadre européen pour les aides d'État et devons remédier au problème de la fracture urbaine/rurale et du dépeuplement. Cela requiert des règles appropriées et une sécurité juridique pour les investissements publics à tous les niveaux, en particulier pour renforcer les services publics. L'Union doit également être dotée de nouvelles ressources propres afin de s'assurer que son budget dispose des moyens nécessaires pour relever les défis croissants. Cela devra inclure l'émission d'une dette commune pour les investissements et l'établissement de nouvelles priorités telles que la défense. L'une des principales difficultés sera également d'enrayer le chômage de longue durée et de proposer une stratégie solide de lutte contre la pauvreté à l'échelle de l'Union. Enfin, il convient de renforcer le rôle joué par l'Union dans la mise en place de systèmes fiscaux équitables au service du bien commun.

Le mandat actuel de l'Union mettra également fortement l'accent sur les questions de compétitivité et de relance de nos secteurs industriels, à commencer par ceux de l'économie verte et de l'énergie, de la défense et des nouvelles technologies. La question de savoir comment assurer une croissance commune qui garantit la convergence et la cohésion territoriale doit donc être au cœur de nos réponses à ces défis cruciaux.

Que peuvent faire les collectivités locales et régionales ?

Dans tous les domaines politiques essentiels au succès et à la légitimité de l'intégration européenne, les collectivités locales et régionales ainsi que leurs représentants connaissent les besoins réels sur le terrain. Ils sont responsables de la moitié des investissements publics et de la mise en œuvre d'environ 70 % de la législation européenne, et savent que seule une coopération étroite entre tous les niveaux de gouvernance permettra d'atteindre les objectifs de cohésion dans toutes ses dimensions et de solidarité pour tous et partout. Ce sont eux qui fournissent des services publics efficaces pour permettre à tous les Européens, quel que soit leur lieu de vie, de jouir des mêmes possibilités.

C'est pourquoi le CdR doit continuer à préconiser que les connaissances, l'expérience et les idées innovantes qui existent aux niveaux local et régional soient pleinement reconnues et utilisées pour façonner des politiques et des programmes de l'Union qui fonctionnent pour tous ses citoyens. La politique du logement est indissociable de la planification locale. Les marchés publics constituent un outil essentiel pour orienter le développement économique local et régional, et la capacité à proposer des services publics de qualité et accessibles dans les domaines de l'éducation, de la culture, du sport, des soins de santé, de l'inclusion ou des transports est ancrée dans les cadres d'action de l'Union et des États membres. Cela nécessiterait également une approche axée sur l'attention pour les différents niveaux de gouvernance. L'action de l'Union doit dès lors tenir compte des situations spécifiques des différents territoires.

Que ferons-nous, responsables politiques locaux et régionaux progressistes, pour y parvenir?

Le groupe PSE au Comité européen des régions s'emploiera à:

- > mobiliser les acteurs régionaux et locaux ainsi que la société civile afin de donner un élan politique au maintien d'une politique de cohésion forte, notamment par le biais de l'Alliance pour la cohésion;
- > participer activement à l'élaboration du plan européen en matière de logement, en établissant des partenariats avec les institutions européennes afin de définir des instruments adaptés aux investissements dans la construction résidentielle aux niveaux local et régional;
- > fournir des exemples concrets de projets couronnés de succès en faveur d'une transition équitable et encourager la simplification de la mise en œuvre des programmes de la politique de cohésion;
- > définir un ensemble de services publics de qualité qui doivent être disponibles et accessibles partout, en particulier dans les zones reculées/rurales, afin de lutter contre la géographie du mécontentement;
- > promouvoir l'emploi et la création d'emplois de qualité sources de bons revenus, ainsi que des «territoires zéro chômeur de longue durée», en s'inspirant du succès de ces initiatives dans de nombreuses régions de l'Union;
- > favoriser le développement d'une économie et d'une industrie européennes globalement compétitives en renforçant les secteurs de l'économie publique, sociale et coopérative;
- > mobiliser pour renforcer les instruments de gouvernance et de planification stratégique qui contribuent à la conception de modèles économiques et industriels axés sur la cohésion et la convergence;
- > intégrer la cohésion dans la stratégie numérique pour l'Europe afin de faire face à la fracture numérique et de veiller à ce que les infrastructures technologiques soient conçues dans l'intérêt de tous les citoyens et de toutes les régions d'Europe.

Démocratie

Que doit faire l'Union?

L'Union européenne est fondée sur les valeurs que sont la démocratie libérale, l'état de droit et le respect des droits fondamentaux. Elle ne peut fonctionner et prospérer que si ses éléments constitutifs (les États membres et leurs entités régionales et locales) respectent eux aussi ces principes. Cela doit s'appliquer non seulement aux pays qui sont déjà membres de l'Union, mais aussi à ceux qui souhaitent y adhérer. Il est évident que la démocratie est en crise: elle est attaquée par des partis extrémistes qui utilisent de plus en plus des moyens antidémocratiques; elle est menacée par des régimes autocratiques, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union, qui sapent les fondements de la séparation des pouvoirs et transgressent les libertés civiles des citoyens; et elle est mise en péril par des oligarques qui utilisent leur pouvoir économique pour détruire la confiance dans les pouvoirs publics et la représentation démocratique.

Face à tout cela, une démocratie dynamique telle que celle de l'Union a besoin d'un nouvel élan pour développer ses propres mécanismes afin de promouvoir ses valeurs et principes fondamentaux, et de garantir que son processus décisionnel et ses institutions soient transparents, responsables, efficaces et démocratiques. À tous les niveaux, les forces progressistes lutteront pour renforcer l'autonomie des citoyens de l'Union. L'égalité de genre est le principe directeur de toutes nos actions, à tous les niveaux de gouvernement. Dans l'ensemble des politiques, la justice intergénérationnelle doit être assurée grâce à des mécanismes décisionnels appropriés.

Pour l'Union, le prochain cycle d'élargissement correspond à une responsabilité géopolitique et démocratique; l'Union doit se réformer au moyen de processus ouverts et participatifs associant les citoyens et les collectivités locales et régionales. L'Union doit continuer à soutenir l'Ukraine et sa reconstruction dans la perspective de son adhésion. Des politiques actives et des innovations dans la manière dont les décisions sont prises et dont les informations sont communiquées doivent favoriser l'égalité de genre, la non-discrimination, la lutte contre la corruption ainsi que l'inclusion de tous et partout. Une politique migratoire humaine, ainsi que les relations entretenues avec d'autres parties du monde doivent également constituer un aspect crucial du rôle que joue l'Union en tant que modèle de coopération fondée sur des règles et répondant aux normes les plus élevées en matière de protection des droits. L'Union doit renforcer sa résilience contre la désinformation et renforcer le pluralisme des médias à l'ère numérique.

En ces temps où la démocratie est menacée, il est impératif de rétablir la confiance dans la démocratie représentative. Les progressistes doivent se recentrer et redémarrer à l'échelon local, où nos politiques ont des effets tangibles et où les résultats électoraux dans de nombreux États membres confirment un large soutien au leadership du PSE. Cette crédibilité sur le terrain est le fondement du renouvellement de la confiance dans la démocratie et du développement du pouvoir progressiste à tous les niveaux.

Que peuvent faire les collectivités locales et régionales?

La démocratie dans l'Union doit commencer au niveau local et s'appuyer sur la coopération entre et à travers tous les niveaux. Les collectivités locales et régionales pratiquent une démocratie proche des citoyens et exercent des responsabilités essentielles pour organiser la prise de décision collective de la manière la plus accessible et la plus inclusive possible. C'est à leur niveau que peuvent être développées et testées de nouvelles formes de participation; elles doivent promouvoir une culture démocratique de l'état de droit par la pratique et l'éducation.

Les collectivités locales et régionales ont un rôle essentiel à jouer dans l'intégration des migrants et il convient de leur donner les moyens d'y parvenir, car cet enjeu est essentiel pour garantir la protection des droits fondamentaux et renforcer la cohésion sociale. Les collectivités locales et régionales devraient donc toujours chercher à influencer davantage les structures institutionnelles et le processus d'élaboration des politiques de l'Union, afin de refléter pleinement la diversité de la démocratie européenne à plusieurs niveaux.

Que ferons-nous, responsables politiques locaux et régionaux progressistes, pour y parvenir?

Le groupe PSE au Comité européen des régions s'emploiera à:

- > continuer à demander un renforcement du rôle du Comité européen des régions en tant qu'assemblée politique des représentants locaux et régionaux dans le système décisionnel de l'Union, y compris sa représentation aux trilogues clés, et une participation accrue aux groupes de travail du Conseil, et proposer au Parlement européen que les amendements du CdR puissent être votés par les commissions du Parlement;
- > renforcer nos activités visant à établir des liens avec les dirigeants locaux et régionaux des pays de l'Union et des pays tiers afin de renforcer notre engagement commun en faveur de la démocratie, des droits fondamentaux et de la coopération fondée sur des valeurs communes et le respect mutuel;
- > promouvoir le dialogue social et la participation de la société civile dans les différents domaines d'action politique afin de renforcer la transparence et la représentation de toutes les parties intéressées;
- > renforcer la protection ou notre démocratie par une utilisation responsable de l'espace et des plateformes numériques pour limiter les fausses informations, s'opposer à la menace de désinformation en soutenant la vérification indépendante des faits et lutter contre la polarisation dans l'espace numérique, qui suscite des propos haineux en ligne et permet l'ingérence d'acteurs étrangers ou d'entreprises dans les processus électoraux;
- > lutter contre toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes, et poursuivre la campagne intitulée «Lieu sûr pour les femmes» (*Safe Place For Women*);
- > lutter contre toute discrimination à l'encontre de la communauté LGBTI+;
- > demander l'accès direct des niveaux de gouvernement inférieurs aux fonds de l'Union destinés à soutenir l'intégration des migrants;
- > prôner des règles plus claires et une politique migratoire de l'Union plus cohérente, résolument fondée sur la solidarité de l'Union et le respect des droits de l'homme et tenant pleinement compte des préoccupations des collectivités locales et régionales;
- > promouvoir l'expérimentation et l'adoption d'éléments participatifs dans la prise de décision démocratique au sein de nos territoires et, le cas échéant, au niveau de l'Union, en tant que complément nécessaire à une démocratie représentative moderne;
- > organiser, aux échelons local et régional, des débats pour les citoyens afin de mieux les inclure dans le processus décisionnel de l'Union;
- > poursuivre notre lutte pour obtenir une représentation égale des femmes au sein du Comité européen des régions et de toutes les autres institutions démocratiques;
- > dialoguer avec les forces progressistes aux niveaux local et régional dans les pays en voie d'adhésion afin de les aider dans leurs préparatifs en vue de l'adhésion à l'Union et de faciliter leur pleine intégration dans les structures de celle-ci dès que le processus le permettra.

Qualité de la vie

Que doit faire l'Union?

L'Union européenne doit devenir plus forte en assurant la sécurité sous toutes ses formes de ses citoyens. Il s'agit notamment de développer rapidement une défense européenne globale fondée sur la mise en commun des ressources, la coordination entre les États membres et la responsabilité partagée. Cela nécessite également de revitaliser un concept de sécurité beaucoup plus large, qui inclut des visions à long terme pour parvenir au bien-être économique, financier et professionnel au sens des objectifs de développement durable des Nations unies, y compris des objectifs sociaux et environnementaux. Parvenir à la neutralité carbone d'ici à 2050 nécessite des transformations considérables dans la manière dont nous vivons, mangeons, travaillons, produisons et voyageons, et ces transformations doivent être équitables sur les plans social, économique et territorial, en partant du principe qu'elles doivent apporter une valeur ajoutée à nos citoyens et améliorer leur niveau de vie. Nous devons soutenir les industries clés dans leurs processus de transformation et nous devons aider les travailleurs et les salariés à s'adapter et à faire en sorte que tous les territoires et toutes les communautés puissent en bénéficier. Nous devons faire face à la crise du coût de la vie en répondant aux besoins essentiels en matière de logement, d'énergie, d'accès à une alimentation saine, de soins de santé et d'éducation. Cela signifie non seulement que l'Union doit faire preuve d'ambition dans la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe et le concilier avec ses objectifs en matière de compétitivité, mais aussi que nous avons besoin d'instruments beaucoup plus puissants pour garantir que les transitions créeront de nouvelles possibilités et apporteront un progrès social. Nous devons garantir la résilience des infrastructures et l'autonomie des chaînes de production stratégiques.

Il existe de nombreux types d'initiatives que nous devons renforcer et orienter pour atteindre ces objectifs. Les forces progressistes doivent accorder une attention particulière à la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et nous devons aider toutes les forces progressistes et les syndicats en Europe à mieux définir la feuille de route pour un travail de qualité, les initiatives visant à réglementer les algorithmes sur le lieu de travail, la lutte contre la pauvreté et l'union européenne des compétences. Outre le renforcement de l'acquis social du socle, nous développerons aussi activement deux nouveaux domaines de compétence qui sont directement liés à la qualité de vie: le logement et la santé.

Une nouvelle politique agricole commune doit être davantage axée sur le soutien à une agriculture durable à plus petite échelle. Le socle européen des droits sociaux doit être pleinement mis en œuvre et davantage développé. La politique énergétique européenne doit orienter la transition vers des énergies renouvelables produites dans l'Union et la solidarité entre les systèmes énergétiques, de manière à garantir des prix de l'énergie abordables et la sécurité énergétique, tout en offrant aux citoyens les moyens d'interagir avec le marché de l'énergie en tant que prosommateurs.

La priorité d'une politique industrielle commune au niveau de l'Union, reposant sur des écosystèmes d'innovation régionale, doit être la création d'emplois de qualité et l'acquisition de compétences appropriées, accessibles à tous, en tant que fondement de la compétitivité. La numérisation et l'intelligence artificielle continuent de transformer nos vies et d'offrir des

possibilités considérables, mais soulèvent également d'énormes difficultés en matière d'inclusivité, d'accessibilité et de protection des droits fondamentaux des utilisateurs, mais aussi de ceux dont l'emploi changera fondamentalement. L'Union doit suivre le rythme sur le plan réglementaire face à l'évolution technologique sans précédent et aux pressions mondiales.

L'union européenne de la santé est un élément important pour garantir l'accès de chacun, quel que soit son lieu de résidence, à des services de santé de qualité, reposant sur des recherches de haut niveau et couverts par les régimes d'assurance appropriés. Cela englobe également la préservation de notre système de protection sociale, en améliorant les conditions de travail des prestataires de soins et les infrastructures publiques dans l'ensemble de l'Union.

Que peuvent faire les collectivités locales et régionales?

Les transitions vers un bien-être durable doivent être équitables et sûres et s'appuyer sur la diversité des conditions présentes dans les différents territoires de l'Union. Les collectivités locales et régionales jouent un rôle crucial en fournissant des informations à leurs populations, mais aussi aux instances de l'Union, et en mobilisant l'ensemble de la société autour de ces processus. Afin de mener à bien l'indispensable réduction des émissions de CO₂ tout en s'adaptant aux effets du changement climatique et en protégeant les emplois, les collectivités locales et régionales doivent exercer leurs compétences en matière de planification, de rénovation des bâtiments, de transport, de gestion des déchets, d'éducation, d'investissement et de marchés publics. Il est vital d'encourager l'innovation locale et le développement industriel, ainsi que de promouvoir l'éducation, la recherche et les compétences, afin de garantir un progrès social généralisé et de permettre aux citoyens de choisir librement s'ils souhaitent opter pour la mobilité géographique ou rester là où ils sont.

Que ferons-nous, responsables politiques locaux et régionaux progressistes, pour y parvenir?

L'Europe doit réussir la transition écologique dans la solidarité: cet impératif socio-économique visera également à sauver le climat. Nous continuerons à soutenir un pacte vert ambitieux pour l'Union avec la pleine participation des collectivités locales et régionales, et nous résisterons aux tentatives visant à affaiblir les engagements en faveur de la neutralité carbone, car notre compétitivité dépend d'une vision durable à long terme, et non du maintien des technologies d'hier. Seuls l'abandon des énergies fossiles et la transition vers une économie propre, compétitive et circulaire fondée sur la cohésion sociale garantiront notre compétitivité à long terme. Cela signifie également que nous devons nous attaquer ensemble au changement démographique et garantir l'équité intergénérationnelle.

Le groupe PSE au Comité européen des régions s'emploiera à:

- > renforcer le socle social de l'Union et la dimension d'équité des transitions, et protéger les droits des travailleurs et des citoyens en insistant sur le rôle clé des collectivités locales et régionales dans les politiques qui doivent concilier durabilité et compétitivité. Cela implique également de contrer les tentatives de déréglementation au nom de la simplification et de la réduction de la charge administrative;

- > lutter en faveur de services publics de qualité et de la capacité des collectivités locales et régionales à les fournir, en tant que stabilisateurs essentiels de la cohésion sociale et territoriale et éléments clés du modèle social européen;
- > promouvoir des politiques actives du marché du travail ainsi qu'un soutien des compétences et des qualifications aux niveaux local et régional, afin d'accroître la participation de tous au marché du travail, y compris des groupes défavorisés, et de renforcer la sécurité de l'emploi et les possibilités d'emploi;
- > surveiller la mise en œuvre et l'application au niveau national d'un certain nombre de réalisations socialistes importantes, telles que le salaire minimum, l'égalité salariale entre les femmes et les hommes et le règlement sur les services numériques;
- > soutenir une économie circulaire inclusive en supprimant les obstacles structurels à l'accès à l'emploi, en favorisant le perfectionnement et la reconversion professionnels ainsi que l'innovation sociale et technologique nécessaire, et en promouvant des modes de production et de consommation durables, notamment au moyen de règles plus écologiques en matière de marchés publics;
- > exiger une politique industrielle européenne plus forte afin de faciliter la transition, en particulier des industries à forte intensité énergétique et des régions vulnérables, tout en limitant les répercussions sociales et environnementales négatives. Cela implique de lutter en faveur de l'inclusion des conditionnalités sociales et environnementales dans toutes les formes de financement public direct et indirect de l'Union et des États membres et de soutien aux entreprises, ainsi que les conditionnalités environnementales et fiscales;
- > renforcer la coopération interrégionale entre les régions européennes, notamment par le biais des programmes généraux de la politique de cohésion, afin de renforcer et de créer des chaînes de valeur industrielles;
- > soutenir la recherche et l'innovation aux niveaux local et régional en tant qu'éléments clés de transitions justes et de meilleures possibilités pour l'avenir, avec un soutien approprié au niveau de l'Union, y compris un futur programme-cadre (FP10) doté d'une forte dimension territoriale;
- > promouvoir un système énergétique décentralisé, interconnecté et démocratique qui garantisse une énergie durable, sûre et abordable pour tous, y compris pour les secteurs industriels clés. Cela suppose d'accroître les investissements dans les énergies renouvelables et les technologies propres, et de développer des initiatives telles que les communautés énergétiques locales afin de lutter contre la précarité énergétique;
- > augmenter l'enveloppe financière allouée au Fonds social pour le climat dans le prochain cadre financier pluriannuel (CFP) afin d'aider les consommateurs vulnérables et les petites entreprises. Le Fonds social pour le climat devrait être intégré dans la politique de cohésion et géré conjointement avec les régions, en accélérant le déploiement du plan d'action «zéro pollution»;
- > lutter en faveur de revenus justes pour les agriculteurs, de l'accès aux terres agricoles et d'un cadre solide à l'échelle de l'Union afin de protéger, à l'avenir, les droits des travailleurs du secteur agroalimentaire et de rendre la politique agricole commune (PAC) plus équitable et davantage localisée;
- > encourager la production et les systèmes alimentaires locaux, et proposer des denrées alimentaires durables et saines dans les écoles, les hôpitaux et autres cantines publiques, notamment en adaptant les règles européennes en matière de marchés publics;
- > renforcer la protection de la santé et nos systèmes de santé publique, et plaider en faveur de l'inclusion de la perspective locale dans le futur programme de l'Union européenne de la santé, en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de travail des prestataires

de soins, en particulier dans les zones rurales, afin de garantir un accès équitable à des services de santé de qualité;

- > promouvoir des mesures en faveur de l'égalité de genre, notamment au moyen d'une budgétisation sensible au genre et de la planification urbaine, afin de garantir une meilleure représentation des besoins en matière de services publics et d'infrastructures;
- > accroître la résilience locale et régionale, notamment en renforçant les capacités de nos territoires en matière de protection civile pour faire face à des menaces nouvelles et plus complexes.

Conclusions: la voie à suivre

La cohésion, la démocratie et la qualité de vie pour tous, partout, sont nos priorités politiques pour les cinq prochaines années. Le Comité européen des régions vient de célébrer son trentième anniversaire et nous sommes impatients de définir son action politique pour la période 2025-2030. L'Union européenne a commencé comme projet de paix et a connu un succès remarquable. Elle doit rester un projet de paix même si le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui impose de nouvelles façons de relever les défis. Nous devons gagner la confiance de nos citoyens dans le fait que, en tant que représentants du PSE aux niveaux qui leur sont les plus proches, nous pouvons faire la différence pour parvenir à une véritable cohésion dans toutes les dimensions, promouvoir la prise de décision démocratique et améliorer leur qualité de vie.

Nous unissons nos forces et notre savoir au sein du CdR et au-delà pour faire de ces priorités une réalité pour tous, partout, grâce aux actions des collectivités locales et régionales progressistes. L'intégration européenne est une chance unique et nous devons tirer parti de ses atouts qui résident dans la diversité des structures démocratiques à tous les niveaux. En reliant ces niveaux grâce à notre vision progressiste, nous pouvons, en tant que PSE, construire une Union européenne plus forte, plus proche de ses citoyens et qui assure la sécurité dans son sens le plus large dans leur vie quotidienne. Notre vision d'une Europe sûre repose sur une plus grande cohésion, une démocratie plus forte et une meilleure qualité de vie pour tous, partout.